



C E T R I

ANALYSE 2018  
Décembre

Centre tricontinental

## YÉMEN : ÉTAT DISLOQUÉ, SOCIÉTÉ FRAGMENTÉE, AVENIR INCERTAIN

François Frison-Roche

**Depuis 2014, la guerre civile yéménite s'est muée en un conflit régional. Aux rivalités entre des élites politiques locales, sont venues se greffer des intérêts régionaux. Les Occidentaux ont laissé les mains libres à l'Arabie saoudite, désormais aux commandes de la guerre. Le désastre humanitaire, les tensions exacerbées et l'absence de forces sociales légitimes rendent l'avenir du pays très sombre.**

L'avenir est très sombre pour le Yémen – l'un des pays les plus pauvres du monde – et ses presque trente millions d'habitants. Le récent échec de la réunion organisée en septembre 2018 à Genève par le nouvel envoyé spécial de l'ONU, le Britannique Martin Griffith, est révélateur de l'inexorable désagrégation de ce pays après plus de trois ans de conflits armés et de l'absence de volonté politique pour le résoudre par l'ensemble des parties prenantes.

Nul ne sait encore si un compromis pourra être trouvé dans les mois à venir entre les multiples belligérants tant la situation est confuse sur les plans intérieur, régional et international. La catastrophe humanitaire, annoncée par les diverses organisations spécialisées, prend de l'ampleur et le nombre des victimes, minoré aujourd'hui, risque d'augmenter significativement dans un proche avenir. D'une certaine manière, ce conflit relève de l'absurde. À l'origine : conflit intérieur, il s'est internationalisé, au point que les interventions sans relâche de forces extérieures contribuent à le pérenniser.

Le représentant de l'ONU à l'époque et le Department of Political Affairs (DPA) à New York portent une lourde responsabilité dans la spirale mortifère dans laquelle est désormais plongé le Yémen. Au-delà de la gestion calamiteuse de la Conférence de dialogue national, la décision onusienne de sanctionner ensuite (résolution 2140/2014) l'ex-président Saleh, son fils et trois principaux dirigeants houthis, est largement à l'origine de leur alliance politique et de l'emballement militaire qui s'ensuivit.

Certes, les « élites politiques yéménites » ont évidemment participé aux dérives actuelles. Aux « gagnants », solidement installés aux leviers de commande depuis plus de trente ans et qui n'ont rien voulu lâcher, et aux « perdants » qui ont surestimé leur force – des organisations terroristes, comme Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) ou Daech – qui ont profité de l'affaiblissement du pouvoir et du chaos pour s'implanter dans un conflit durable (US Department of States, 2017).

Au strict terrain yéménite se sont ajoutés des intérêts stratégiques régionaux que les « grandes puissances » occidentales, membres du Conseil de sécurité de l'ONU (États-Unis, Grande-Bretagne, France), focalisées sur d'autres conflits au Proche-Orient (Irak, Syrie, Iran), n'ont pas su détecter ni analyser, et avec lesquels elles doivent composer aujourd'hui.

La société yéménite, menacée par ses anciens démons et fracassée par ces conflits meurtriers, pourra-t-elle se reconstruire un jour ? Pour cela, un sursaut intérieur est primordial, mais il faudra aussi suivre avec attention l'élaboration du futur « plan de paix » qui sera préparé par les Nations unies, en espérant

que cette organisation saura convaincre les multiples forces yéménites impliquées, mais surtout les puissances régionales et internationales directement concernées.

### **Imbroglia politique intérieur et action de l'ONU**

Les révoltes arabes de 2011, totalement différentes les unes des autres – on ne le dit pas assez – ont provoqué un soulèvement populaire au Yémen, épuisé politiquement, économiquement et socialement par trente-trois années d'autocratie du président Ali Abdallah Saleh, de sa famille et de ses « alliés » locaux. Une jeunesse citadine, sachant utiliser les réseaux sociaux<sup>1</sup>, avide de changements et encouragée par les reportages en direct venant notamment d'Égypte et diffusés par la chaîne qatarie *Al-Jazeera*, est descendue dans la rue et a été durement réprimée par le régime. L'occasion a permis à deux autres prédateurs yéménites, leaders du mouvement Al-Islah (Rassemblement yéménite pour la réforme) et autrefois alliés du président Saleh, le général Ali Mohsen et le cheikh Hamid Al Ahmar, de se débarrasser du président qui voulait installer son fils, le général Ahmed Ali Saleh, à sa place.

À l'initiative du Conseil de coopération du Golfe (CCG), un processus de transition fut alors défini et acté à Riyad entre les représentants des deux mouvements politiques devenus ennemis : le Congrès général du peuple (CPG) du président Saleh et le Comité des partis unis (JMP) qui réunissait principalement la mouvance islamiste et les Frères musulmans autour d'Al-Islah. Ostracisé depuis de longues années, le groupe des Houthis, de confession zaydite (chiite), n'y était pas représenté. Après de longues négociations, le président Saleh céda finalement son poste à son vice-président en place depuis dix-sept ans, Abd Rabbo Mansour Hadi, en échange de son immunité totale et de l'autorisation de pouvoir revenir à Sanaa pour diriger son parti (CPG), seule véritable structure politique organisée et implantée dans tout le pays et, surtout, solide réseau clientéliste au sein des structures de l'État (armées, services, police, etc.).

Les recommandations de l'« Initiative » du CCG furent approuvées par la communauté internationale (ONU) et un envoyé spécial de cette organisation fut nommé pour accompagner le processus. Hadi fut élu début 2012 comme « candidat de consensus » pour un mandat de deux ans. Une Conférence de dialogue national devait particulièrement, dans un délai de six mois, énoncer les principes d'une nouvelle Constitution qui serait soumise ensuite à referendum avant l'organisation d'élections générales. Ainsi espérait-on apaiser rapidement les « règlements de compte » entre prédateurs yéménites et maîtriser une situation qui inquiétait à tout le moins les monarchies conservatrices du Golfe.

La proposition d'une « fédéralisation » du pays en six « États » par le représentant de l'ONU, actée juridiquement par la Commission de rédaction yéménite (avec l'aide d'experts onusiens) exfiltrée de Sanaa à Abu Dhabi pour des « raisons de sécurité », fut acceptée par le président Hadi. Elle suscita un violent rejet de la part des principales forces politiques du pays, le CPG, Al-Islah et le mouvement houthis. Seuls, certains groupes sudistes (Al-Hiraks) acceptaient ce projet d'organisation fédérale qui leur apparaissait comme la meilleure voie vers l'indépendance d'un nouveau Yémen du Sud<sup>2</sup>.

L'État yéménite, de plus en plus faible malgré les apparences, ne put résister aux débuts d'une guerre civile ouverte entre forces tribalo-religio-politiques antagonistes, accentués par les attentats terroristes quasi quotidiens d'Al-Qaïda. Les milices houthis, aguerries par des années de conflit et de résistance contre l'État central, entreprirent (fin 2013-début 2014) de « réduire » l'emprise des salafistes et

---

<sup>1</sup>. Environ la moitié de la population yéménite à moins de vingt-cinq ans. Toutefois, il faut relativiser l'ampleur de la capacité de mobilisation de cette jeunesse dans la mesure où on estime qu'environ 2 à 3% seulement de la population disposent des moyens de communication moderne (téléphones portables, ordinateurs), que l'électricité est rare (quelques heures par jour, au mieux) et qu'environ 70% des Yéménites (en majorité les femmes) sont analphabètes.

<sup>2</sup>. Les populations du Sud, du moins si l'on reprend les anciennes frontières de la République démocratique et populaire du Yémen (RDPY), ne représentent que 5 à 7 millions de personnes sur les 28 à 30 millions du Yémen actuel. Ces populations sudistes sont, sur le plan confessionnel, très majoritairement sunnites/chaféites, mais restent néanmoins distinctes par leurs origines tribales et régionales spécifiques (Hadramaout, Shabwah, Lahj), voire leurs différences linguistiques (Mahrah). Du fait de leurs implantations côtières, elles sont historiquement ouvertes aux échanges et au commerce maritime. Par rapport à l'enclavement des régions montagneuses du Nord, la colonisation britannique à Aden et sa région, puis l'influence soviétique globale ont profondément influencé les élites sudistes.

islamistes sunnites dans le nord du pays (« université » Dar al-Hadith située à Dammaj), pour descendre ensuite lentement vers la capitale avec la connivence, si ce n'est le soutien ouvert, des forces armées restées fidèles à l'ancien président Saleh, qui retrouvait là une occasion de revenir sur le devant de la scène.

Au début de l'été 2014, la décision du président Hadi – sur les recommandations du FMI – de réduire ou de supprimer des subventions budgétaires (représentant environ le tiers du budget national) favorisa la prise de la capitale par les milices houthis à l'automne, qui s'effectua avec peu de violences et avec l'appui d'une grande partie de la population ulcérée par l'augmentation annoncée des prix des denrées de base et des produits pétroliers, l'absence d'électricité et l'insécurité grandissante.

L'accord politique impossible entre les forces houthis, alliées à celles de Saleh, et le président Hadi se traduisit par un coup de force juridico-politique et la mise en résidence surveillée de ce dernier. Sa fuite à Aden puis son départ vers l'Arabie saoudite devant l'avancée des Houthis vers le sud l'amena à demander l'intervention armée des « frères sunnites » contre le danger d'une prise de contrôle chiite du pays. Pour justifier le déclenchement d'une intervention militaire étrangère au Yémen, il fallait justifier sur le plan du droit international au moins, d'une ingérence extérieure. Celle de l'Iran fut mise en avant puisqu'il allait de soi que ce pays soutenait politiquement et financièrement les Houthis.

### **Contradictions entre intérêts nationaux, régionaux et internationaux**

Le début de la guerre civile yéménite s'inscrit dans un moment spécifique, tant en Arabie saoudite que dans la région du Golfe persique. En Arabie saoudite, il coïncide avec la disparition du roi Abdallah en janvier 2015, l'avènement de son successeur, le roi Salman et surtout la montée en puissance de son jeune fils, Mohamed ben Salman (MBS). C'est ce dernier qui, en sa qualité de ministre de la Défense, déclenche au Yémen l'intervention militaire d'une « coalition sunnite » anti-iranienne, c'est-à-dire anti-chiite, en mars 2015. Sur le plan régional, venir à bout de ces « rebelles houthis » (théoriquement en quelques semaines étant donné la puissance de feu déployée) devait être une manifestation claire de puissance de nature à imposer la suprématie du royaume aux yeux du compétiteur iranien.

Il faut également avoir en mémoire que les nouvelles autorités saoudiennes étaient d'autant plus inquiètes et belliqueuses qu'elles considéraient l'aboutissement des négociations sur le nucléaire iranien, obtenu par le président Barak Obama en juillet 2015, comme un acte déloyal vis-à-vis des assurances concernant la sécurité du royaume telles qu'elles avaient été négociées à la fin de la seconde guerre mondiale avec les États-Unis.

La politique de Donald Trump à l'égard de l'Iran ne pouvait que renforcer l'Arabie saoudite – et son allié principal dans la coalition, les Émirats arabes unis (EAU) – dans leur volonté de s'imposer par la force au Yémen. Pour rétablir le « président légitime » (Hadi) reconnu par la communauté internationale à travers diverses résolutions onusiennes, mais surtout pour s'assurer du contrôle du détroit stratégique de Bab-el-Mandeb qui verrouille le passage entre la mer Rouge et l'océan Indien et par où transitent 35% environ du commerce maritime mondial.

Des pays de la région étaient directement concernés (Égypte, Israël, Jordanie), ainsi que d'autres d'Europe et d'Asie (Chine, Japon), attachés à leurs flux commerciaux et à leurs approvisionnements énergétiques, vitaux pour leurs économies respectives. Ces intérêts géostratégiques multiples, mêlés aux enjeux économiques, notamment en matière de ventes d'armes, expliquent la timidité des réactions internationales pour dénoncer les atteintes aux droits humains et la catastrophe humanitaire qui s'amorçait.

Les ingérences étrangères au Yémen, qu'elles soient saoudienne, émirienne ou iranienne et le soutien que les deux premières reçoivent des pays occidentaux ont largement contribué à disloquer l'État, ou ce qui en restait, et à déchirer le tissu sociétal fragile du pays. La vision binaire du début du conflit opposant schématiquement la coalition saoudienne et les forces du président Hadi aux « rebelles houthis » alliés aux forces militaires fidèles à l'ex-président Saleh a perdu de sa pertinence au fil des trois années de conflit.

Les rivalités tribalo-confessionnelles au nord se sont accentuées, notamment après l'assassinat de Saleh par ses « alliés » houthis, fin 2017, et la captation par ces derniers des principaux leviers de commande, y compris militaires. Les tensions dans le sud, exacerbées par les multiples frustrations du passé – d'abord socialiste (1967-90) puis post-unification (1990-2011) –, et les soutiens sélectifs de la

coalition aux diverses milices locales qui se formèrent pour lutter contre l'avancée des Houthis dans le sud, ont conduit à des fragmentations politiques importantes, bien supérieures à celles qui existaient auparavant.

La création du Conseil de transition du Sud (STC), par exemple, entité politique soutenue par les Émirats, est un défi majeur à l'autorité du président Hadi, accusé d'une proximité politique avec la mouvance des Frères musulmans d'Al-Islah, inacceptable pour ce pays du Golfe aux ambitions régionales manifestes et qui ne supporte pas cette orientation islamiste spécifique. Actuellement du moins, au nord comme au sud, aucune force sociale n'est en mesure de porter la reconstruction tant les dissensions sont vives entre les différentes régions, les tribus concernées et leurs intérêts immédiats, leurs appuis extérieurs et les velléités de l'actuel président de représenter un « pouvoir légitime ».

Reste à savoir si les objectifs affichés de la coalition lors de son intervention en 2015 resteront les mêmes. La lutte contre les rebelles houthis au nord pourrait-elle s'élargir à une sévère mise au pas des Frères musulmans dans le pays ? La coalition favorisera-t-elle l'unité politique territoriale ou acceptera-t-elle une forme fédérale qui déboucherait certainement sur une scission du pays ? Quant à la société yéménite, trouvera-t-elle des ressources intérieures suffisantes pour faire face à l'urgence humanitaire, à la reconstruction des infrastructures, au rétablissement des fonctions essentielles d'un État (santé, éducation, sécurité des personnes et des biens, etc.), tout en soignant ses plaies confessionnelles, tribales et politiques ?

Les combats qui se déroulent actuellement pour le contrôle du port de la ville d'Hodeïda sur la mer Rouge laissent à penser que la coalition privilégie toujours le rapport de force avec les rebelles houthis, pour les amener à résipiscence et les contraindre à négocier. Pour l'Arabie saoudite et les Émirats, la guerre coûte cher, tant en termes financiers que sur le plan de leur réputation internationale. Si la coalition acceptait de mettre un terme à son intervention militaire, elle ne transigera pas sur ce qu'elle considère comme ses intérêts stratégiques et ne voudra pas perdre la face.

Pour les Houthis qui tiennent le terrain, même dos au mur comme ils semblent l'être actuellement, ils se sentent investis d'un « droit hachémite à gouverner » et ne lâcheront pas facilement les zones montagneuses qu'ils contrôlent et qui leur sont familières, sans obtenir de solides garanties. Quant aux factions sudistes concurrentes, sauront-elles accepter un accord de pacification alors qu'Al-Qaïda joue et jouera toujours la surenchère. À l'automne 2018, la situation reste complètement bloquée et un compromis politique viable semble hors de portée tant les divers conflits yéménites restent plongés dans l'émotionnel, l'irrationnel et le fanatisme.

## **Bibliographie**

Frison-Roche F. (2018), « L'Europe ne doit pas sous-estimer les dangers qui peuvent venir du Yémen », *Le Monde*, avril.

Frison-Roche F. (2017-2018), « Yémen : imbroglio politico-juridique, désastre humanitaire, impasse militaire », *Politique étrangère*, hiver.

Frison-Roche F. (2015), « Transition et négociation au Yémen : le rôle de l'ONU », *note de l'IFRI*, octobre.

International Crisis Group (2018), *Yemen: Averting a Destructive Battle for Hodeida*, June.

International Crisis Group (2017), *Yemen's al-Qaeda: Expanding the Base*, February.

Mermier F. (2018), *Yémen. Écrire la guerre*, Paris, Classiques Garnier.

ONU, « Résolutions et rapports sur le Yémen », [www.un.org](http://www.un.org).

ONU (2018), « Situation of human rights in Yemen, including violations and abuse since September 2014 », A/HCR/39/43, August, [www.unwatch.org](http://www.unwatch.org).

US Department of States, Bureau of Counterterrorism and Countering Violent Extremism (2017), « Yemen », *Country Reports : Middle East and North Africa*, [www.state.gov/j/ct/rls/crt/2017/282844.htm](http://www.state.gov/j/ct/rls/crt/2017/282844.htm).

François Frison-Roche est politologue, chercheur au CNRS, CERSA - Université Paris 2, ancien directeur à Sanaa du projet français d'aide à la transition du Yémen (2012-2014).

Cette analyse a été rédigée à l'initiative du CETRI pour sa publication *État des luttes : Moyen-Orient et Afrique du Nord* parue en décembre 2018.



**Centre tricontinental - CETRI**  
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique  
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69  
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,  
service de l'éducation permanente et de la Province  
du Brabant wallon



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES



Brabant wallon la Jeune Province